

## CONTRIBUTION DES MEMBRES DU CONSEIL REGIONAL DES JEUNES DE NORMANDIE AU DEBAT PUBLIC « NOUVEAUX REACTEURS NUCLEAIRES ET PROJET PENLY »

### Note à l'attention des lectrices et lecteurs

**Il s'agit ici d'une contribution au débat public des membres du CRJ et non d'un avis du CRJ.**

Cette contribution est l'aboutissement de trois jours de travail avec les membres du Conseil régional des jeunes de la région Normandie (26 novembre, 17 décembre, et 14 janvier).

Elle se compose autour de 5 enjeux identifiés par un groupe restreint composé de 9 membres du CRJ qui ont travaillé durant 2 jours pleins en alternant des moments de rencontre avec une série d'intervenants et des temps d'échange entre eux. Ces enjeux ont été enrichis lors de la troisième journée en présence de la quasi-totalité des membres. L'enrichissement des membres du CRJ est indiqué dans la note à la suite de chaque enjeu identifié par le groupe restreint.

En annexe, sont présentés les différents récits élaborés par les membres du CRJ lors d'un temps dédié à la fin de la troisième journée.

### SOMMAIRE

Retour sur le contexte : le débat public « Nouveaux Réacteurs Nucléaires et Projet Penly » 2	
Retour sur la méthode : une démarche délibérative pour produire une contribution argumentée.....	3
Retour sur la journée du 26 novembre 2022.....	5
Retour sur la journée du 17 décembre 2022.....	6
Retour sur la journée du 14 janvier 2023.....	7
Enjeu n°1 (introduction) : Quels choix de société pour demain pour quel mix énergétique ? .....	8
Enjeu n°2 : La prise en compte des risques et incertitudes.....	12
Enjeu n°3 : Les déchets nucléaires .....	15
Enjeu n°4 : Géopolitique et souveraineté énergétique.....	17

Enjeu n°5 : Visibilité et attractivité des métiers de l'énergie ..... 20  
Annexes.....22

## Retour sur le contexte : le débat public « Nouveaux Réacteurs Nucléaires et Projet Penly »

La Commission Nationale du Débat Public a été saisie conjointement par EDF et RTE sur la mise en œuvre d'un programme de 6 nouveaux réacteurs nucléaires et dont les deux premiers seraient situés à Penly (76), en Normandie.

Avant toute décision, elle a décidé d'organiser un débat public qui se tient du 27 octobre 2022 au 27 février 2023, et a réuni une équipe du débat, présidée par Michel Badré, ex-président de l'autorité environnementale et composée de 8 autres membres indépendant.e.s, pour mettre en place et organiser le débat public « *Nouveaux Réacteurs Nucléaires et Projet Penly* ».

L'équipe du débat a décidé collégalement d'organiser ce débat public autour de 10 questions, structurée par 10 temps forts, ouverts à toutes et tous, en présentiel et en ligne. En parallèle de ces 10 rencontres, l'équipe du débat a souhaité mettre en place une série de dispositifs complémentaires pour diversifier au maximum les moyens de participer (une plateforme participative en ligne, des kits de débats, des débats mobiles sur des marchés, dans des commerces, dans des collèges et lycées ou via des centres sociaux, des cahiers d'acteur etc.) et aller vers des publics traditionnellement absents des réunions publiques classiques.

**C'est dans cette perspective que l'équipe du débat a sollicité le Conseil Régional Des Jeunes (CRJ) de la Région Normandie. Cette démarche répond à un souhait clair de l'équipe : associer des jeunes au débat public.**

## Retour sur la méthode : une démarche délibérative pour produire une contribution argumentée

L'équipe du débat a fait le choix fort d'associer les jeunes du CRJ dans une démarche délibérative afin de produire une contribution argumentée. Pour cela, elle a réuni un groupe restreint de jeunes qui ont reçu comme mandat d'étudier la question suivante : « *Avons-nous besoin d'un nouveau programme nucléaire ?* »

Il ne s'agissait pas ici pour les jeunes du CRJ de répondre par oui ou par non   la question qui leur était posée, mais bien d'identifier les enjeux et dilemmes clés que les décideurs devraient prendre en compte pour décider de relancer ou non le nucléaire en France.

Cette contribution se distingue des avis du CRJ, il s'agit seulement d'une contribution au débat public produite par un groupe de travail composé de 9 membres du CRJ et enrichi par 31 membres en séance plénière.

Concrètement, le groupe restreint s'est réuni deux journées entières, le 26 novembre et le 17 décembre 2022.

L'équipe du débat a souhaité proposer une méthode fidèle à celle des panels citoyens en proposant une alternance entre des temps d'information et des temps d'échange en sous-groupe. Pour l'organisation et de l'animation de la démarche, l'équipe du débat s'est entourée de deux agences spécialisées dans la mise en place et l'animation de dispositifs participatifs et délibératifs : Missions Publiques et Eclectic Experience.

Enfin, le 14 janvier, le groupe restreint a présenté son travail devant la quasi-totalité des membres du CRJ, qui a pu réagir sur la contribution. Ce temps a également été l'occasion pour les membres du CRJ de se prêter à un exercice peu commun : une rencontre avec les générations futures, dans une logique d'exercice guidé.

Retour sur la méthode : la logique de progression du groupe

26 novembre  
2022

EN GROUPE DE TRAVAIL  
RESTREINT

SESSION 1 : LE TEMPS DE  
L'INFORMATION

- ❖ Rencontre avec des intervenants et présentation des éléments issus de la réunion publique sur le sujet ;
- ❖ Temps d'appropriation et de compréhension des enjeux à huit clos entre vous ;
- ❖ Temps de bilan de la première journée

17 décembre  
2022

EN GROUPE DE TRAVAIL  
RESTREINT

SESSION 2 : LE TEMPS DE  
L'ÉCHANGE

- ❖ Auditions complémentaires
- Identification collective des premiers messages clés

14 janvier  
2023

SÉANCE EN PLÉNIÈRE

LE TEMPS DU PARTAGE

- ❖ Restitution du groupe de travail de leur production
- ❖ Enrichissement de la production et stabilisation des sujets clés à faire remonter au débat

## Retour sur la journée du 26 novembre 2022

Au cours de la matinée, les 9 membres du groupe restreint ont rencontré 3 intervenants :

- *Antoine Ménager, Directeur du débat public EPR2 chez EDF ;*
- *Cyril Surbled, Directeur Général Délégué chez Enercoop Normandie ;*
- *Joël Fenoglio, Président de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN) Haute Normandie.*

L'après-midi, les membres ont commencé à identifier les différents enjeux autour de la question posée. Plusieurs enjeux ont été identifiés à ce stade (*le coût et le financement du nouveau programme nucléaire ; les déchets nucléaires ; la prise en compte des risques et des incertitudes ; les questions en matière de géopolitique et de souveraineté énergétique ; les questions des modes de vie, du choix de société et du mix énergétique, et la question de la formation aux métiers de l'énergie*).

Sur cette base, les participant.e.s ont partagé leurs besoins d'informations complémentaires pour la seconde journée.

Trois besoins se sont dégagés et ont fait consensus :

- Plus d'information sur les déchets nucléaires (leur gestion actuelle, leur dangerosité etc.) ;
- Plus d'information sur les différentes possibilités concernant le mix énergétique et les modes de vie associés ;
- Plus d'information sur les questions de sûreté et de prise en compte des risques dans le domaine du nucléaire.

## Retour sur la journée du 17 décembre 2022

Comme lors de la précédente séance, les membres du groupe restreint ont pu démarrer la journée par les présentations de 3 intervenants, en réponse aux besoins formulés lors de la première session :

- *Michel Badré, président de la Commission Particulière du Débat Public (CPDP) « Nouveaux réacteurs nucléaires et projet Penly », intervenant au titre de son ancienne fonction de président la CPDP « Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs – PNGMDR » ;*
- *Laurent Ouvrard, ambassadeur régional Normandie pour l'association NégaWatt ;*
- *Mathias Roger, historien et sociologue des techniques spécialiste des questions de sûreté nucléaire.*

Le premier a pu éclairer les membres du CRJ sur les enjeux liés aux déchets radioactifs, le second sur les possibilités d'un mix énergétique constitué à 100% d'énergies renouvelables et les implications en termes sociétales, et le troisième sur les enjeux de sûreté et les risques liés à l'industrie nucléaire.

Après ces apports d'informations, l'autre moitié de la journée était consacrée à l'écriture de la contribution finale en sous-groupes, sur la base des enjeux et problématiques identifiés lors de la session de novembre. Un enjeu n'a finalement pas été développé : celui concernant le coût et le financement du programme nucléaire. Les volontaires ont estimé ne pas disposer de suffisamment d'informations pour argumenter sur le sujet.

Par conséquent, le groupe restreint a identifié 5 enjeux majeurs qui doivent guider les décideurs dans leur choix de relancer ou non le nucléaire en France :

**Enjeu 1 :** *Quels choix de société pour demain pour quel mix énergétique ? ;*

**Enjeu 2 :** *La prise en compte des risques et incertitudes ;*

**Enjeu 3 :** *Les déchets nucléaires ;*

**Enjeu 4 :** *Géopolitique et souveraineté énergétique ;*

**Enjeu 5 :** *Visibilité et attractivité des métiers de l'énergie*

## Retour sur la journée du 14 janvier 2023

Le 14 janvier, la CNDP et la région Normandie, ont réuni la quasi-totalité des membres (33 membres sur 40, comprenant l'ensemble des membres du groupe restreint) pour la séquence conclusive de ce dispositif délibératif.

Cette séquence a été l'occasion pour le reste des membres du CRJ de découvrir la contribution du groupe restreint. Cette journée a débuté par une présentation des 5 enjeux par certain.e.s membres du groupe restreint en exposant à la fois pour chaque enjeu, leur conclusion, mais aussi la manière dont leur point de vue s'est construit (rencontre avec les intervenants, point de débat, etc.).

À la suite de cette présentation, les 33 membres du CRJ ont été répartis à 6 tables différentes pour réagir et enrichir la contribution. Chaque table a pu réagir sur 2 à 3 enjeux. Les membres du CRJ ont été invité.e.s à partager leur point d'accord, mais aussi de désaccord, et les questions en suspens.

La matinée s'est achevée avec un temps de mise en commun qui a permis à la totalité des membres de découvrir les réactions des différents sous-groupes sur les 5 enjeux identifiés par le groupe restreint.

Lors du temps de l'après-midi, les membres du CRJ se sont prêté.e.s à un exercice guidé de projection dans le futur, pour imaginer et identifier les modes de vie futurs et les enjeux énergétiques à l'horizon de 2143. Les différentes projections sont disponibles en annexe de la contribution.

## Enjeu n°1 (introduction) : Quels choix de société pour demain pour quel mix énergétique ?

### La contribution du groupe restreint du CRJ

--

Il nous paraît nécessaire de penser une société, dans son ensemble, où l'on consomme moins.

Ainsi, nous souhaitons que les décideurs prennent au sérieux leur rôle pour sensibiliser et réguler, afin d'aller vers un modèle énergétique sobre et vivable.

Pour aboutir à un tel modèle de manière efficace, l'Etat est le principal acteur en capacité d'agir.

Il est nécessaire d'adapter le modèle économique en fonction des besoins énergétiques de demain plutôt que de perpétuellement adapter les besoins sur le modèle économique.

Il faut également sensibiliser dès le plus jeune âge à l'enjeu énergétique et à la nécessité d'aller vers un modèle plus sobre.

**Une question reste en suspens :** la sobriété et les énergies renouvelables suffiront-elles ? Peut-on vraiment se passer du nucléaire pour aller vers un scénario 100% énergies renouvelables ?

Nous ne pouvons donner une réponse tranchée à cette question, mais nous affirmons que l'Etat doit prendre ses responsabilités dès maintenant pour accompagner la transition vers une société plus sobre !

Nous estimons que le choix du mix énergétique est un choix de société majeur. C'est pourquoi nous demandons que ce choix soit effectué de façon démocratique, à l'échelle nationale puis à l'échelle locale. Il est essentiel d'impliquer les populations locales dans la déclinaison de ces choix nationaux en tenant compte des spécificités territoriales.

Nous demandons que les citoyens et citoyennes et en particulier les jeunes générations soient pleinement associées au choix du mix énergétique.



Nous avons conscience de la nécessité de réduire notre consommation d'énergie. Nous recommandons que la sobriété soit mise en œuvre de façon équitable : l'effort doit être réparti de façon juste entre les territoires, mais également entre les individus selon leurs revenus. Nous savons que les plus aisés sont ceux qui consomment le plus d'énergie.

Il nous semble nécessaire d'optimiser notre consommation d'énergie grâce à l'efficacité énergétique, notamment à travers des politiques de rénovations énergétiques de l'habitat.

--

## Enrichissement et réactions du reste des membres du CRJ en séance plénière du 14 janvier

*Pour rappel, lors du travail en sous-groupe en matinée, 3 groupes ont eu l'occasion de réagir au premier enjeu de la contribution du groupe restreint.*

### **Ce qui fait consensus entre les membres du CRJ :**

- La nécessité de tendre vers la sobriété et de réduire la consommation d'électricité ;
- La nécessité d'atteindre cette sobriété en ayant une répartition égalitaire des efforts, et la nécessité de prendre une décision collective et démocratique ;
- Le fort enjeu de sensibilisation sur ces sujets.

### **Ce qui fait débat entre les membres du CRJ :**

- **Concernant l'importance de sensibiliser et notamment dès le plus jeune âge :** pour certain.e.s membres du CRJ la sensibilisation peut être ascendante ou descendante considérant que des plus jeunes peuvent aussi convaincre les parents ;
- **Concernant le rôle central de l'Etat :** une grande majorité des membres du CRJ ont nuancé ce point en indiquant que d'autres acteurs pouvaient jouer un rôle pilote sur les questions énergétiques comme les collectivités locales mais aussi les grandes entreprises, et les forums de discussion privés ;
- **Concernant les disparités sociales : certain.e.s membres du groupe** s'interrogent sur qui dans la société doit faire plus d'effort ? Les plus riches ? Celles et ceux qui consomment le plus ? D'autres membres rappellent que les disparités sociales doivent prendre en compte aussi les différences entre territoires : ce ne sont pas les mêmes efforts pour en territoire rural ou en territoire urbain. **Toutefois, le groupe est globalement d'accord sur l'idée qu'il faut un rééquilibrage des efforts ;**
- **Concernant la place du nucléaire dans le mix énergétique de demain :** une partie des membres du CRJ considèrent que se passer totalement du nucléaire dans le mix énergétique n'est qu'un horizon lointain, pour laisser le temps aux énergies renouvelables de devenir plus efficaces. Une autre partie des membres du CRJ considère au contraire que la relance d'un nouveau programme nucléaire aura comme conséquence de ne pas permettre l'émergence d'un scénario 100% énergies renouvelables. Autrement dit, tant que le nucléaire ne sera pas totalement arrêté, la société et les décideurs resteront dans une zone de confort énergétique.

**Les questions en suspens :**

- o Est-ce que les efforts de sobriété seront suffisants pour se passer du nucléaire ?

## Enjeu n°2 : La prise en compte des risques et incertitudes

### La contribution du groupe restreint du CRJ

--

Aujourd'hui les citoyens et citoyennes sont exposé.e.s à de plus en plus de risques (environnementaux, terrorisme, guerre, etc.).

Nous devons prendre en compte les questions politiques et éthiques liées à ces risques. Pour cela, il faut valoriser une diversité d'expertises, notamment élargies aux chercheurs et chercheuses des sciences sociales, pour avoir un panorama le plus large possible des points de vue en présence sur les risques liés au nucléaire.

Nous affirmons que la société doit faire confiance aux expert.e.s, mais qu'il faudrait ponctuellement associer les citoyens et citoyennes pour ne pas enfermer la question des risques à un cercle limité d'expert.e.s. Lors de nos échanges, nous avons évoqué la possibilité d'avoir des commissions mêlant des citoyens et citoyennes, et des expert.e.s pour qu'ils puissent exprimer leurs volontés.

Nous tenons à dire que la prise en compte des risques pose des questions profondément démocratiques : c'est aux citoyens et citoyennes de choisir les grands choix de société comme le nucléaire. Une partie du groupe pense qu'un référendum pourrait être l'outil adéquat, à condition qu'en amont des procédures soient mises en place pour éclairer au mieux la population. Il est essentiel de bien expliquer et de prendre le temps de débattre et d'informer sur tout le territoire français. D'autres membres du groupe pointent les risques d'instrumentalisation du référendum.

Sur cette question, il existe aussi un enjeu de transparence. Il faut informer la population de la manière dont serait géré un accident nucléaire. Il faut également une transparence sur les prises de décision et la gouvernance liée au nucléaire.

--

## Enrichissement et réactions du reste des membres du CRJ en séance plénière du 14 janvier

*Pour rappel, lors du travail en sous-groupe en matinée, 2 groupes ont eu l'occasion de réagir au second enjeu de la contribution du groupe restreint.*

### **Ce qui fait consensus entre les membres du CRJ :**

- L'importance de l'intégration des sciences sociales pour prendre en compte la dimension sociétale posée par le sujet ;
- Si les expertises sont indépendantes on peut leur faire confiance : faire attention à qui sont vraiment les expert.e.s (pour éviter des conflits d'intérêts par exemple) ;
- La jeunesse est plus touchée par les problèmes énergétiques ;
- La compréhension du nucléaire et de manière générale des questions énergétiques, mais aussi sur les risques possibles est encore difficile d'accès pour les jeunes. Il y a trop d'incertitudes, c'est un milieu trop fermé.

### **Ce qui fait débat entre les membres du CRJ :**

- **Concernant l'usage du référendum :** certain.e.s membres du CRJ considèrent que le référendum ne suffit pas et que la mise en place d'une commission intégrant des citoyens et citoyennes serait davantage pertinente. Les référendums sont très orientés par les médias. Il faut susciter l'intérêt citoyen et la participation active. Le référendum ne suffit pas. Il faut plus qu'un oui ou non pour répondre mais développer aussi les modalités pour les nouveaux réacteurs ;
- **Concernant le besoin d'information :** certain.e.s membres du CRJ considèrent que les citoyens et citoyennes doivent être informés, à condition de ne pas l'imposer car tout le monde n'a pas le temps ou l'envie (peut être source de forte anxiété). Il faut peut-être cacher certains risques pour ne pas fragiliser l'Etat d'un point de vue militaire : dévoiler un risque pourrait le rendre critique (dépend des risques, il faut par exemple logiquement communiquer sur les risques du changement climatique sur les réacteurs).

### **Les questions en suspens :**

- Comment informer les gens en cas d'accident nucléaire ?
- Jusqu'où doit aller l'effort de transparence ? Est-ce que le devoir de transparence doit être respecté dans des cas extrêmes comme dans une situation de guerre ?

CONTRIBUTION DES MEMBRES DU CRJ  
NORMANDIE AU DEBAT PUBLIC  
« NOUVEAUX REACTEURS NUCLEAIRES ET  
PROJET PENLY »

- Certain.e.s membres du CRJ s'interrogent sur qui doit avoir le dernier mot entre expert.e.s et citoyen.ne.s ?

## Enjeu n°3 : Les déchets nucléaires

### La contribution du groupe restreint du CRJ

--

Nous alertons les décideurs sur la nécessité d'acter le degré d'importance porté aux déchets nucléaires dans la décision définitive de relancer ou non un nouveau programme nucléaire en France. À nos yeux il s'agit d'un enjeu majeur.

Pour l'Etat, la gestion des déchets est une problématique conséquente, la relance d'un programme de nouveaux réacteurs nucléaires ne semble pas arranger la situation, et réengage l'Etat à long terme sur la gestion d'un problème actuellement insoluble.

Au sein du groupe, deux positions se dégagent concernant ces nouveaux déchets :

- L'une estime que l'on ne peut pas lancer de nouveau programme nucléaire sans avoir de solution pour les déchets ;
- L'autre considère que l'on peut lancer ce nouveau programme nucléaire uniquement si une analyse bénéfique/risque est faite sur la génération de nouveaux déchets.

Le dilemme qui nous traverse pourrait se résumer ainsi :

Quels bénéfices à lancer ce nouveau programme ? **VERSUS** quels risques prenons-nous en générant de nouveaux déchets ?

--

### Enrichissement et réactions du reste des membres du CRJ en séance plénière du 14 janvier

*Pour rappel, lors du travail en sous-groupe en matinée, 2 groupes ont eu l'occasion de réagir au troisième enjeu de la contribution du groupe restreint.*

#### **Ce qui fait consensus entre les membres du CRJ :**

- La nécessité d'avoir un débat au niveau national et local concernant les lieux de stockage et de retraitement des déchets en amont du projet, pour

anticiper les lieux qui seront impactés par la filière de retraitement des déchets et s'assurer de l'accord de la population

- La nécessité d'avoir, au-delà de la gestion des déchets, plus de transparence sur la manière dont est géré l'approvisionnement en matière première. Où est-elle stockée ? Comment est-elle transportée ?

### **Ce qui fait débat entre les membres du CRJ :**

- Faut-il trouver la solution des déchets avant de lancer le programme ou adapter après ? Certains membres du CRJ considèrent qu'il n'y a pas de débat sur ce point étant donné que le passé a déjà démontré que nous avons le savoir-faire pour gérer ces déchets.
- Subvenir au besoin des industriels et de la croissance ou se tourner vers la décroissance ? (par exemple, arrêter les escalators et les panneaux publicitaires) Faut-il relancer l'industrie française ?

### **Les questions en suspens :**

- On ne peut pas prévoir les aléas climatiques ou accidents, alors comment assurer la sécurité des centres de traitement des déchets face à ces aléas par définition incertains ?
- La fin des centrales actuelles arrivant vite, il va falloir traiter beaucoup de déchets très prochainement. Que va-t-on en faire ?



## Enjeu n°4 : Géopolitique et souveraineté énergétique

### La contribution du groupe restreint du CRJ

--

Nous estimons que le discours autour de l'indépendance énergétique à l'échelle nationale manque de réalisme compte tenu des interconnexions vis-à-vis de l'approvisionnement en matériaux et de leur retraitement.

Nous recommandons plutôt la nécessité de viser une indépendance énergétique à l'échelle européenne.

Nous demandons que les matériaux utilisés pour la transition énergétique (avec du nucléaire ou non) soient importés de pays où les conditions d'extraction seraient plus respectueuses de l'environnement, des droits humains et des libertés.

Nous souhaitons que soit développée l'utilisation de ressources issues du recyclage avant d'en extraire de nouvelles.

Nous souhaitons que ces recommandations soient appliquées à l'échelle de l'Union Européenne.

Nous demandons la transparence sur la provenance de ces matériaux et leurs conditions d'extraction.

Nous demandons que la France relocalise le retraitement de son uranium, sur son propre sol ou a minima sur celui de l'Union Européenne.

--

### Enrichissement et réactions du reste des membres du CRJ en séance plénière du 14 janvier

*Pour rappel, lors du travail en sous-groupe en matinée, 2 groupes ont eu l'occasion de réagir au quatrième enjeu de la contribution du groupe restreint.*

### **Ce qui fait consensus entre les membres du CRJ :**

- Concernant l'approvisionnement en matériaux européens, une grande majorité des membres du CRJ considèrent que c'est une bonne idée pour réduire la pollution liée au transport de matière première, même si cela implique la construction d'infrastructures, etc. ;
- La grande majorité des membres du CRJ considère que l'indépendance énergétique totale n'est pas possible puisqu'il y aura forcément des interconnexions ;
- La nécessité d'avoir une transparence maximale sur l'origine des matières premières ;
- Sécuriser les échanges et l'approvisionnement, pour éviter les pénuries en cas de crise internationale qui bloquerait les routes. Mettre en place différents moyens d'approvisionnement qui puissent subsister en temps de guerre, etc.

### **Ce qui fait débat entre les membres du CRJ :**

- **La question de l'indépendance énergétique à l'échelle européenne a été source de quelques désaccords entre les membres du CRJ** avec :
  - Une partie des membres du CRJ qui n'est pas d'accord sur l'idée de viser l'indépendance énergétique européenne, considérant que ce n'était pas la question du débat aujourd'hui, le problème de l'indépendance énergétique serait d'abord français.
  - D'autres membres pensent au contraire que l'échelle européenne était un choix plus cohérent face au changement climatique, mais compliqué à mettre en place du fait des positionnements différents par rapport au nucléaire entre les pays, par exemple entre la France et l'Allemagne. La question de la faisabilité de cette proposition a soulevé de nombreuses interrogations (exemple : comment faire en sorte que 27 pays trouvent un terrain d'entente sur un sujet aussi complexe et vital ?) ;
- **Concernant la proposition du groupe restreint d'importer les matériaux utilisés pour la transition énergétique (avec du nucléaire ou non dans des pays où les conditions d'extraction seraient plus respectueuses de l'environnement, des droits humains et des libertés)** : certain.e.s membres du CRJ s'interrogent sur le réalisme de cette proposition. Même si tous les membres sont d'accord pour reconnaître l'importance de ce principe, certain.e.s s'interrogent sérieusement sur la mise en place concrète de cette

proposition étant donné la dépendance à l'égard des pays fournisseurs de matière première.

**Questions en suspens :**

- Comment assurer une filière européenne si on ne dispose pas des ressources en uranium européen ? Est-ce qu'on a des ressources disponibles ?

## Enjeu n°5 : Visibilité et attractivité des métiers de l'énergie

### La contribution du groupe restreint du CRJ

--

Nous avons le sentiment, qu'aujourd'hui il n'existe pas suffisamment de visibilité des filières des futurs métiers de l'énergie, il est nécessaire de les démocratiser. Lors de nos échanges, nous avons pensé à les présenter dans certains cours : sensibiliser aux enjeux de l'énergie peut donner envie de s'engager dans ces filières.

Les établissements scolaires devraient ajouter les filières de l'énergie dans leurs offres de formation.

Il est aussi nécessaire de changer l'image de ces métiers qui sont aujourd'hui très genrés (sur-représentation masculine), indépendamment d'une relance du nucléaire (ou non).

Nous nous interrogeons sur le fait qu'il existe encore en France le savoir-faire de construction nucléaire.

Nous pourrions créer un pôle industriel européen des énergies renouvelables (un « Airbus des énergies renouvelables »).

### Enrichissement et réactions du reste des membres du CRJ en séance plénière du 14 janvier

--

*Pour rappel, lors du travail en sous-groupe en matinée, 2 groupes ont eu l'occasion de réagir au cinquième enjeu de la contribution du groupe restreint.*

#### **Ce qui fait consensus entre les membres du CRJ :**

- Globalement, les membres du CRJ sont d'accord sur le constat qu'il faut visibiliser les métiers de l'énergie, les populariser, notamment en termes de genre, mais s'interroge davantage sur l'opérationnalisation de cette proposition.

#### **Ce qui fait débat entre les membres du CRJ :**

- Certain.e.s membres du CRJ considèrent qu'il existe déjà des formations mais que le problème se situe davantage dans le manque de mise en avant de ces formations (qui pose plus généralement la question de comment on informe sur l'orientation en France et quelle hiérarchie on fait entre les différents métiers). Certain.e.s considèrent même que ce n'est pas une priorité, alors que d'autre considèrent qu'il est fondamental de renforcer ces offres de formation ;

**Quelques propositions d'action complémentaires :**

- Faire des visites avec des étudiant.e.s et jeunes sur les sites de production d'énergie ;
- Mettre en valeur les femmes, les faire intervenir davantage dans la sensibilisation et la formation sur ces métiers d'avenir ;
- Faire une semaine de découverte des métiers de l'énergie (de tout le panel de métiers) dédiée aux femmes

## Annexes

### Récits : projection dans le futur

Thèmes	Projection en 2143
Déplacements	<p>Pour certain.e.s, les territoires seraient mieux reliés par les transports, notamment les transports en commun (++)</p> <p>Trams ou mini-trains permettent le transport (++) , y compris adaptés pour les vélos dont la pratique est plus développée (++)</p> <p>Certain.e.s imaginent des tire-fesses pour se déplacer.</p> <p>Moins de voitures (+), voire plus du tout (++) , toutes les places de stationnement seront équipées de bornes de chargement.</p> <p>Toutes les voitures sont électriques (+++).</p> <p>Pour certain.e.s, on tend vers un parc de voitures à hydrogène.</p> <p>*****</p> <p>Transports collectifs par calèches et chevaux</p>
Alimentation	<p>Place de la viande dans l'alimentation qui a fortement diminué (++) , présence d'insectes plus courante dans l'alimentation.</p> <p>Pour certain.e.s, la viande n'est plus du tout consommée (+).</p>

CONTRIBUTION DES MEMBRES DU CRJ NORMANDIE AU DEBAT PUBLIC « NOUVEAUX REACTEURS NUCLEAIRES ET PROJET PENLY »

	<p>Légère diminution de la surface agricole disponible. Construction de serres verticales qui produisent de la nourriture. Production de fruits et légumes individuelle</p> <p>*****</p> <p>Pour certain.e.s, l'alimentation se fait à base de "substituts".</p>
<b>Chauffage</b>	<p>Système de chauffage centralisé Moins besoin de chauffage car hivers moins rudes, voire plus besoin de chauffage du tout (+)</p>
<b>Paysage</b>	<p>Présence importante d'écrans dans l'espace public</p> <p>*****</p> <p>Plus d'espaces verts dans les villes (++) , plus d'ombre dans les villes, grâce aux arbres &amp; à des structures artificielles. Végétalisation des bâtiments (+)</p>
<b>Rôle de l'énergie nucléaire</b>	<p>Développement des énergies renouvelables (+++) : utilisation d'hydrogène (+) et d'énergie hydraulique, photovoltaïque (+), sortie du nucléaire (+++), suite à une catastrophe à Paluel. Eoliennes partout, terrestre et en mer (+), de différentes tailles.</p> <p>*****</p> <p>Centrales nucléaires (+), les EPR2 seront les derniers construits Centrales qui produisent de l'énergie nucléaire sans déchets Centrales européennes de fusion nucléaire (alimentent toute l'Europe)</p> <p>*****</p> <p>Faibles besoins en énergie, donc production individualisée (++) car les villages sont autonomes.</p>
<b>Démantèlement des centrales</b>	<p>Les centrales n'ont pas été démantelées, elles sont laissées en friche (++) Dans un cas, elles sont sous surveillance.</p> <p>*****</p> <p>Les centrales sont réhabilitées en skate park, ou autres parcs et lieux d'activités (+)</p>

CONTRIBUTION DES MEMBRES DU CRJ NORMANDIE AU DEBAT PUBLIC « NOUVEAUX REACTEURS NUCLEAIRES ET PROJET PENLY »

<b>Déchets nucléaires</b>	<p>Gestion réussie (++) ; déchets stockés et surveillés Ne seront plus un sujet.</p>
<b>Organisation sociale</b>	<p>Moins de monde dans les villes, les gens se répartissent dans les campagnes (++) . Les normand.e.s vivent plus proches de leur famille élargie (parents, enfants, grands-parents, etc.). Mentalité plus « collective » (++).</p> <p>La sobriété est désormais la norme (+), les individus travaillent et consomment moins. Système de fermes locales et coopération. Low tech très développé.</p> <p>Développement de marchés de troc face à la disparition des supermarchés.</p> <p>Des personnes regroupées en communautés, déconnectées du reste de la société.</p> <p>*****</p> <p>Technologies réalisées à partir de plantes.</p> <p>*****</p> <p>Place importante du numérique et de la domotique. Nombreuses technologies polluantes (+). Hausse des loyers Toutes les habitations sont équipées de climatisation.</p> <p>*****</p> <p>Unique objet technologique restant : le téléphone.</p>
<b>Conditions climatiques</b>	<p>Vision apocalyptique, plus d'humains, paysage ravagé, forêt en feu, pays en feu.</p> <p>*****</p> <p>Davantage de pluie, au bénéfice des nappes phréatiques.</p>



	<p>Montée des eaux (++++), territoires redessinés. Cherbourg est devenu une île. Le Havre a reculé dans les terres.</p> <p>70% de la surface terrestre n'est plus habitable, il ne reste que 2 milliards d'êtres humains. Pour d'autres, la population se stabilise à 6 milliards d'êtres humains.</p> <p>La Seine est à sec.</p> <p>*****</p> <p>La Normandie devient plus attractive car les températures y sont plus fraîches.</p>
--	---

### **Légende :**

\*\*\*\*\* : ces éléments délimitent les imaginaires

+ : un "+" indique le nombre de mentions de l'élément en question dans les récits des jeunes